



**DOCUMENTATION À L'USAGE DES
COMMISSIONS COMMUNALES DES IMPÔTS DIRECTS
(CCID)**

1-PRÉSENTATION GÉNÉRALE

2-ROLE DE LA CCID

3-FONCTIONNEMENT DE LA CCID

4-LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES

5- LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES

ANNEXE 1 : GRILLE DE LECTURE DES LISTES 41 BÂTI

ANNEXE 2 : GRILLE DE LECTURE DE LA LISTE 41 NON BÂTI

1- PRÉSENTATION GENERALE

La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB), la taxe d'habitation (TH) et la cotisation foncière des entreprises (CFE) figurent parmi les impôts directs locaux constituant des recettes pour les budgets des collectivités locales (communes, départements et régions notamment).

Le mode de détermination des bases d'imposition est particulier pour chacune de ces trois taxes. Cependant dans les trois cas, il fait intervenir la valeur locative cadastrale du local, calculée notamment à partir de sa consistance réelle conformément aux dispositions prévues aux articles 324 L à 324 X de l'annexe III du Code Général des Impôts (CGI).

La mise à jour de ces bases par les services fiscaux est réalisée grâce à un suivi permanent des changements relatifs aux propriétés bâties de chaque commune qu'il s'agisse des constructions nouvelles, des démolitions, des additions de construction, des changements d'affectation voire des rénovations conséquentes.

En outre, l'instruction de contentieux peut également donner lieu à une mise à jour de ces bases.

2- RÔLE DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS

➤ En matière de fiscalité directe locale, la CCID :

- Signale au représentant de l'Administration tous les changements affectant les propriétés bâties et non bâties portés à sa connaissance ;
- Participe à la détermination des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties (Art 1510 du CGI) ;
- Dresse, avec le représentant de l'administration, la liste des locaux de référence (pour les locaux d'habitation et locaux à usage professionnel) et des locaux types (pour les locaux commerciaux et bien divers) retenus pour déterminer la valeur locative des biens, imposables à la taxe foncière sur les propriétés bâties et à la taxe d'habitation et établit les tarifs d'évaluation correspondants (Art 1503 et 1504 du CGI) ;
- Formule un avis sur l'évaluation et la mise à jour annuelle des propriétés bâties (Art 1505 du CGI) et non bâties nouvelles ou touchées par un changement d'affectation ou de consistance à l'aide des listes 41 bâti et non bâti décrites en annexe 1 et 2 ;
- ♦ Parallèlement, la CCID informe l'administration de tous les changements qu'elle a pu constater et qui n'ont pas été portés à la connaissance du service ;
- Donne des avis sur les réclamations portant sur une question de fait relative à la taxe d'habitation et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (Art R 198-3 du Livre des Procédures Fiscales).

➤ **CAS PARTICULIER :**

L'article 83 de la loi de finances pour 2008 (article 1650 A du CGI) prévoit que les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) soumis de plein droit ou sur option au régime de la taxe professionnelle unique peuvent, par une délibération prise dans les conditions de l'article 1639 A bis du CGI, c'est-à-dire avant le 1^{er} octobre pour être applicable l'année suivante, créer une commission intercommunale des impôts directs (CIID).

Lorsqu'elle est créée, cette commission se substitue à la commission communale des impôts directs de chaque commune membre de l'EPCI en ce qui concerne les locaux commerciaux, les biens divers et les établissements industriels.

3- FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS

➤ La commission se réunit annuellement, avec ou sans représentant de l'administration, à la demande du Directeur des services fiscaux ou des finances publiques et sur convocation du Maire ou de l'adjoint délégué (article 345 de l'annexe III du CGI). Cette réunion a lieu à huis clos. **Seuls les membres de la commission sont habilités à assister à la CCID à l'exception de toute autre personne.**

La présence du président de la commission est indispensable lors de la réunion de la CCID. Les membres de la commission délibèrent en commun, à la majorité des suffrages et la voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Les délibérations ne sont valables qu'à la condition que cinq membres au moins soient présents (maire et adjoint compris). À contrario, une délibération à laquelle ont pris part un nombre de personnes supérieur à celui fixé par la loi serait entachée d'irrégularité.

Dès lors que le quorum requis n'est pas atteint, il convient **impérativement** de demander au président de suspendre la séance jusqu'à l'arrivée de commissaires en nombre suffisant si cela est possible ou, à défaut de convoquer une nouvelle réunion de la commission. L'atteinte du quorum relève de la responsabilité du président de la commission.

➤ Le rôle de la CCID est consultatif. En cas de défaut de réunion de la commission, il est considéré qu'elle refuse de prêter son concours.

En cas de désaccord entre le représentant de l'administration et la commission, ou lorsque celle-ci refuse de prêter son concours, les éléments d'évaluation sont arrêtés par l'administration fiscale.

En l'absence d'avis de la CCID dans un délai raisonnable, son président est invité par l'administration à réunir cette commission pour qu'elle rende cet avis. À défaut de réponse, il est passé outre pour la prise de décision (art 15 du décret n° 83-1025 concernant les relations entre les administrations et les usagers).

4- LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES

4-1 Les locaux destinés à l'habitation ou à usage professionnel

La catégorie des locaux d'habitation ou à usage professionnel concerne les locaux suivants :

- les locaux d'habitation proprement dits ;
- les locaux utilisés pour une activité salariée à domicile ;
- les locaux ou partie de locaux qui servent à l'exercice d'une profession autre qu'agricole, commerciale, artisanale ou industrielle telle que géomètre - expert, notaire, médecin, vétérinaire, architecte, avocat, expert-comptable, huissier, ingénieurs-conseils...

La valeur locative 1970 des locaux d'habitation ou à usage professionnel est présentée pour avis à la commission communale des impôts directs et servira de base pour les impositions locales.

4-2 Les locaux commerciaux et biens divers

La catégorie des locaux commerciaux et biens divers regroupe :

- les locaux affectés à un usage commercial ou agricole ;
- les locaux utilisés par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics, les organismes publics ou semi-publics quel que soit le mode juridique d'occupation par ces organismes (prise à bail, occupation à titre gratuit ou occupation par le propriétaire),

- les locaux occupés par des personnes morales dont l'objet statutaire est essentiellement non lucratif (association par exemple) ;
- les ateliers d'artisans ;
- les éléments isolés et les dépendances des établissements industriels situés en dehors de l'enceinte même des établissements.

La détermination de ces valeurs locatives en base 1970 est, dans la majorité des cas, réalisée par comparaison.

- **Méthode d'évaluation par comparaison**

Conformément aux dispositions de l'article 1498 du code général des impôts, **la méthode par comparaison** consiste à attribuer au local une valeur locative proportionnelle à celle qui a été adoptée pour d'autres locaux présentant le plus de similitudes au niveau de l'affectation, de la situation et de la structure du bien, et pris comme types.

- **Méthode d'évaluation par appréciation directe**

À défaut de termes de comparaison, la méthode par appréciation directe qui consiste à appliquer un taux d'intérêt à la valeur vénale que le local aurait pu avoir au 1^{er} janvier 1970 peut être utilisée.

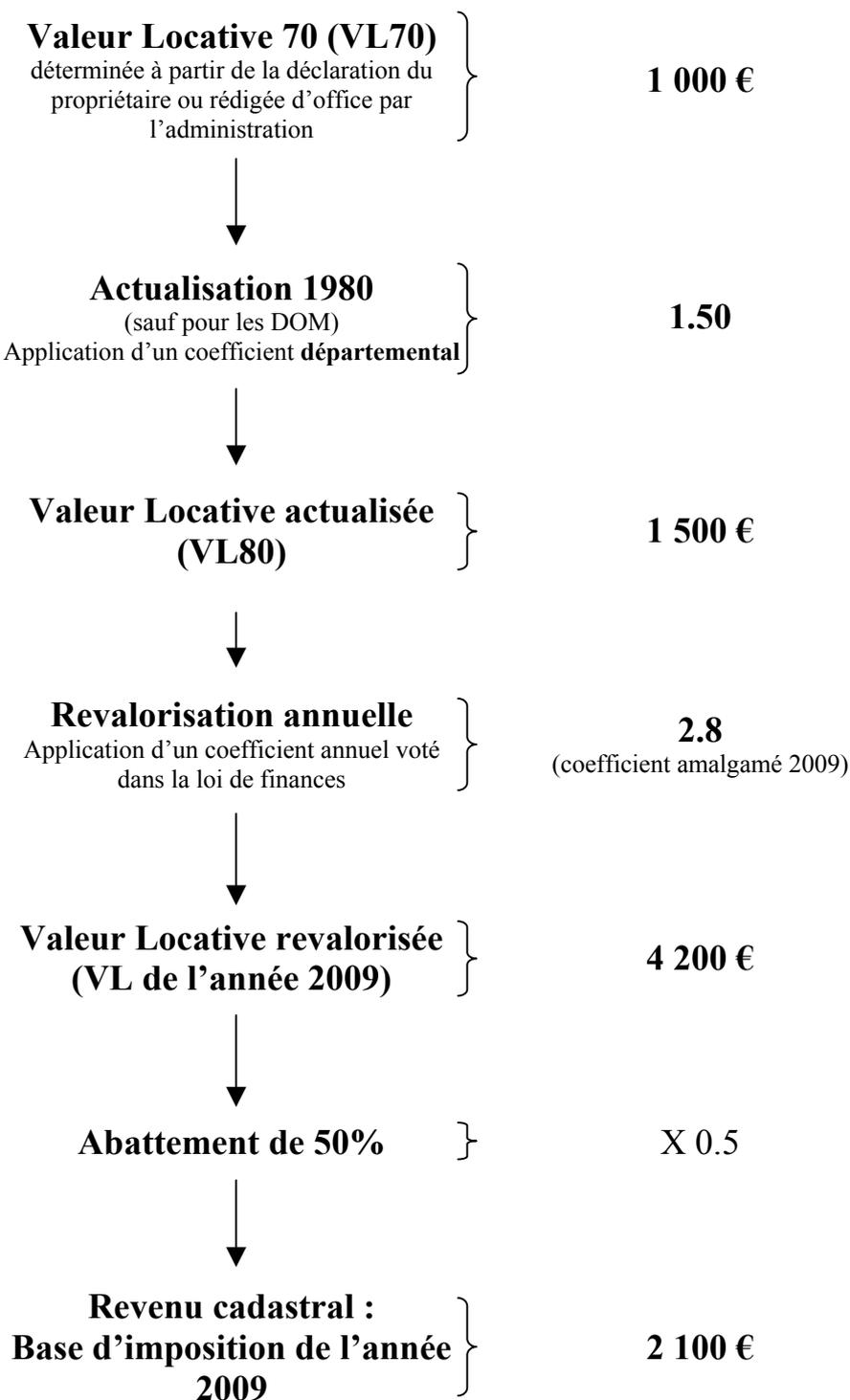
La valeur locative 1970 des locaux commerciaux et biens divers est présentée pour avis à la commission communale des impôts directs et servira de base pour les impositions locales.

4-3 Les établissements industriels

Conformément à l'article 1499 du code général des impôts, la valeur locative des terrains et bâtiments à usage industriel inscrits à l'actif du bilan d'une entreprise astreinte aux obligations définies à l'article 53A du code précité est déterminée à partir de leur prix de revient.

Pour ces établissements évalués par la méthode comptable, seule la valeur locative de l'année (actualisée et revalorisée) est présentée pour information à la CCID.

4-4 Exemple de calcul de la base d'imposition d'un local d'habitation



5 - LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES

La taxe foncière est établie annuellement sur les propriétés non bâties de toute nature situées en France, à l'exception de celles qui en sont expressément exonérées.

Les évaluations cadastrales de ces propriétés non bâties déterminées lors de la dernière révision, ont été incorporées dans les rôles d'imposition de 1963, avec pour date de référence le 1^{er} janvier 1961 (1^{er} janvier 1975 pour les DOM).

La valeur locative de ces propriétés non bâties résulte de tarifs fixés, par nature de culture, éventuellement subdivisée en sous groupe, puis en classe. Conformément à l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908, il existe 13 groupes de nature de culture :

- Groupe 1 : Terres ;
- Groupe 2 : Prés et prairies naturels, herbages, pâturages ;
- Groupe 3 : Vergers et cultures fruitières d'arbres et arbustes, etc ;
- Groupe 4 : Vignes ;
- Groupe 5 : Bois, aulnaies, saussaies, oseraies, etc ;
- Groupe 6 : Landes, pâtis, bruyères, marais, terres vaines et vagues, etc ;
- Groupe 7 : Carrières, ardoisières, sablières, tourbières, etc ;
- Groupe 8 : Lacs et étangs ;
- Groupe 9 : Jardins autres que les jardins d'agrément ;
- Groupe 10 : Terrains à bâtir ;
- Groupe 11 : Terrains d'agrément ;
- Groupe 12 : Chemins de fer ;
- Groupe 13 : Sols des propriétés bâties.

Au sein d'un même groupe de nature de culture, les classes représentent les différences de caractéristiques ou de rendement des propriétés. Par exemple, pour le groupe de nature de culture des bois (B), il peut exister le sous groupe des bois taillis sous futaies (BS) et des bois taillis simples (BT), eux mêmes divisés en classe (1, 2, ou 3).

La valeur locative moyenne à l'hectare est, en général, déterminée à partir des données fournies par les actes de location normaux existant dans la commune et en cours à la date de référence de l'évaluation (1^{er} janvier 1961 ou 1^{er} janvier 1975 pour les DOM). Cette méthode d'évaluation consiste à déterminer des tarifs à l'hectare, par nature de culture ou de propriété à partir de ces actes de location.

A défaut de tels actes, la valeur locative est déterminée suivant les cas :

- par comparaison : avec celle déduite des actes de location,
- par la valeur vénale : application d'un taux d'intérêt à la valeur vénale du bien,
- à défaut par voie d'appréciation directe.

L'évaluation s'effectue au niveau de la parcelle ou de la subdivision fiscale qui constitue une subdivision de la parcelle correspondant à une même nature de culture.

ANNEXE 1 – GRILLE DE LECTURE DES LISTES 41 BÂTIES

Les listes 41 bâties recensent les locaux pour lesquels une évaluation a été établie ou modifiée depuis la précédente réunion de la commission. Elles présentent pour chaque local l'évolution de son évaluation.

Les listes 41 bâties sont scindées suivant le type des locaux :

- la liste 41 HP correspond aux locaux d'habitation ou à usage professionnel et aux dépendances ;
- la liste 41 CBD correspond aux locaux commerciaux, aux biens divers et aux établissements industriels.

La transmission à la commission de ces listes permet à celle-ci de s'assurer que toutes les modifications des propriétés bâties de la commune ont été portées à la connaissance de l'administration et que tous les changements ont été correctement évalués par elle.

À l'issue de l'examen de cette liste par la CCID (en présence ou non de l'administration), les observations éventuelles de la commission seront portées sur les deux bordereaux d'accompagnement de la liste n° 6674 qui, dans tous les cas, devront être renvoyés, accompagnés des listes 41 bâti, au service pour l'informer du résultat des travaux de la CCID.

Les données issues de la révision 1990 sont désormais reprises dans des listes 41 séparées (liste 41 HP REV et liste 41 CBD REV). La loi d'incorporation de ces données n'ayant pas été votée, ces listes sont transmises aux collectivités qui en font expressément la demande.

Des exemples de listes 41 HP et CBD sont présentés ci-dessous.

DEPARTEMENT

LOCAUX D'HABITATION OU PROFESSIONNELS
LISTE DES CHANGEMENTS A SOUMETTRE A LA CCID
POUR AVIS SUR LES NOUVELLES VALEURS LOCATIVES

SERVICE

Service gestionnaire
de la taxe foncière

COMMUNE : 000

MONTANTS EN EUROS

Série tarif renseignée uniquement s'il
en existe plusieurs dans la commune

Numéro d'ordre

N°	DONNEES			GENERALES DU LOCAL		LOCAL ANC-VL70	NOUVELLE			EVALUATION			MOTIF MISE A JOUR	
	PARCELLE - INVARIANT			ADRESSE DU LOCAL DENOMINATION DU PROPRIETAIRE			NOUVELLE VL70	AFF	NP	SURF REELLE	EQ	COR		T
1	AB 120 A			20 PL DU MARCHÉ		MAISON								
	200180			SOU / ANDREE		333	342	HAB	3	74	29	105		5M
2	AB 20 B			11 GRANDE RUE		APPARTEMENT								
	160132			HESNARD / RAYMOND			283	HAB	2	40	28	120		6
3	AD 25 A			18 RUE DE L'ORANGERIE		DEPENDANCE								
	159702			ADAM / JACQUES			87	HAB	GA	25		105		B
4	AC 10 A			24 B RUE ANDRE LAFON		MAISON								
	64807			BOURNAZEL / HENRI		431	752	HAB	6	150	55	110		4

Numéro d'identification
du local

Nature du local

Ancienne valeur
locative 70

Nouvelle valeur locative 70
soumise à l'avis de la CCID

Affectation du local

Nombre de pièces du local
ou nature de la dépendance

EQ : Equivalences superficielles (m²)
COR : Correctif d'ensemble
CAT : Catégorie

Précision sur le motif de la mise à
jour de l'évaluation (facultatif)

Parcelle d'assise du local (section
et numéro de plan) et lettre du
bâtiment

PRÉSENTATION DES DONNÉES

- **LOCAL** : la nature du local est éditée sur 10 caractères seulement, ce qui impose les abréviations suivantes :

M. EXCEPTIO	Maison exceptionnelle (grand hôtel, château...)	M.PARTAGEE	Maison partagée (située sur deux communes au moins)
LOC.COMMUN	Locaux communs	SOL MAISON	Sol de maison partagée
DEPENDANCE	Dépendance bâtie isolée		

- **NOUVELLE VL 70** :

Il s'agit de la nouvelle valeur locative 70 de la partie d'évaluation du local. En effet, un local peut être décomposé en parties d'évaluation en fonction de leur nature (partie principale, dépendances bâties ou non bâties) et de leur affectation (habitation, professionnelle).

Remarque : la nouvelle valeur locative totale du local, qu'il convient de comparer avec l'ancienne (ANC-VL70), s'obtient en cumulant les nouvelles valeurs locatives de chacune de ses différentes parties d'évaluation.

- **AFF** :

Cette donnée indique l'affectation de chaque partie d'évaluation du local à l'aide des codes suivants :

HAB	Habitation
PRO	Professionnel

- **NP** :

Cette donnée indique, si elle prend une valeur numérique, **le nombre de pièces** de la partie d'évaluation du local (cuisines, salles d'eau et annexes non comptées) ou dans les autres cas, la nature de la dépendance que constitue la partie d'évaluation. Dans ce dernier cas, les codes suivants sont utilisés:

GA	Garage	CV	Cave	DC	Dépendances locaux communs	PS	Piscine
GP	Garage - parking	RS	Remise	PI	Pièce indépendante	SR	Serre
PK	Parking	BC	Bûcher	PA	Dépendance pur agrément	JH	Jardin d'hiver
BX	Box	BD	Buanderie	CD	Chambre de domestique	TR	Terrasse
CL	Cellier	GR	Grenier	GC	Grenier - cave	TT	Toiture - terrasse

- **SURF REELLE** :

Il s'agit de la surface réelle de la partie principale ou de la dépendance si la partie d'évaluation est affectée à un usage d'habitation ou professionnel.

- **EQ:**

Il s'agit de la conversion en m² des éléments de confort et d'équipement du local déclarés par le propriétaire (eau, chauffage central, électricité...). Cette conversion est établie à partir d'un barème **d'équivalences** superficielles pour chaque élément de confort.

- **COR:**

Ce **correctif** d'ensemble (défini à partir de l'état d'entretien de la partie d'évaluation, de sa situation et, le cas échéant, d'un correctif d'ascenseur) permet d'ajuster la valeur locative à prendre en compte.

- **SÉRIE-TARIF (T):**

Cette donnée permet de distinguer différentes zones d'une commune ayant chacune nécessitée une classification particulière des locaux. Elle ne sera pas éditée pour les communes à série tarif unique.

- **CAT:**

Il s'agit de la **catégorie** prise en compte pour la partie d'évaluation. Elle peut prendre les valeurs suivantes :

Pour la partie principale à usage d'habitation ou professionnel (la lettre M symbolise les catégories intermédiaires ex : 4>4M>5)				Pour les dépendances ordinaires isolées (garages, remises,...)		Pour les dépendances d'agrément (piscines)	
	Impression d'ensemble		Impression d'ensemble		Impression d'ensemble		Impression d'ensemble
Valeur 1	Grand luxe	Valeur 5	Assez confortable	Valeur A	Bonne	Valeur AA	Bonne
Valeur 2	Luxe	Valeur 6	Ordinaire	Valeur B	Passable	Valeur BA	Passable
Valeur 3	Très confortable	Valeur 7	Médiocre	Valeur C	Médiocre	Valeur CA	Médiocre
Valeur 4	Confortable	Valeur 8	Très médiocre	Valeur D	Mauvaise	Valeur DA	Mauvaise

- **MOTIF MISE A JOUR :**

Cette donnée, facultative, permet de préciser les éléments ayant conduit à la nouvelle évaluation.

EVALUATIONS FONCIERES DES PROPRIETES BATIES

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PAGE 1

Date d'édition | —●— jj/mm/aaaa

DEPARTEMENT

LISTE 41 CBD

Année de taxation | —●— MAJ 2010

SERVICE

LOCAUX COMMERCIAUX BIENS DIVERS ET ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS
LISTE DES CHANGEMENTS A SOUMETTRE A LA COMMISSION COMPETENTE
POUR AVIS SUR LES NOUVELLES VALEURS LOCATIVES

Service gestionnaire
de la taxe foncière

COMMUNE : 000

MONTANTS EN EUROS

Numéro d'ordre

N°	DONNEES GENERALES DU LOCAL			LOCAL ANCIENNE VL70	NOUVELLE EVALUATION			COM	LOCAL TYPE			AJUST	
	PARCELLE - INVARIANT	ADRESSE DU LOCAL DENOMINATION DU PROPRIETAIRE	LOCAL		MOTIF DE MISE A JOUR NOUVELLE VL70	AFF SURF REELE	SURF POND (OU ES)		PREF	TYPE	PV N°		TARIF
1	AD 30 200180	A 30 RUE DES BUISSONS SCI PIERRE	COMMERCE	1100	ADDITION DE CONSTRUCTION	20000	2500	2000	000		C 015	10	1.00
2	AB 20 159826	A 18 GRANDE RUE ARVINA	LOC.DIVERS	2600	RESTRUCTURATION	5400	850	500	000		C 133	12	0.90
3	AD 25 160731	A ZI DU PARC PERSPECTIVE	ETAB INDUS	36758	VL PLANCHER SUITE A VENTE	28472							
4	AI 10 201582	A 2 RUE DE LA BARRE DURAND / THIERRY	COMMERCE		NOUVEAU COMMERCE	7500	500	500	000		C 062	15	1.00

Numéro d'identification
du local

Nature du local

Ancienne valeur locative
70 (sauf pour les
établissements industriels
évalués par la méthode
comptable où il s'agit de la
valeur locative de l'année
en cours)

Nouvelle valeur locative 70
soumise à l'avis de la
commission compétente

Surface réelle du local

Surface pondérée du local

Caractéristiques du local – type
utilisé pour l'évaluation

Ajustement de la VL
éventuellement pratiqué

Parcelle d'assise du local (section
et numéro de plan) et lettre du
bâtiment

PRÉSENTATION DES DONNÉES

- **LOCAL** : la nature du local est éditée sur 10 caractères seulement, ce qui impose les abréviations suivantes :

DEP.COMMER	Dépendance commerciale	ANTENNE	Antenne téléphone mobiles
ETAB INDUS	Etablissement industriel	TRANSFORMA	Transformateur
LOC.DIVERS	Locaux divers		

- **NOUVELLE VL 70** :

Il s'agit de la nouvelle valeur locative 70 de la partie d'évaluation du local. En effet, un local peut être décomposé en parties d'évaluation suivant leur nature (partie principale, dépendances).

Remarque : la nouvelle valeur locative totale du local, qu'il convient de comparer avec l'ancienne (ANC-VL70), s'obtient en cumulant les nouvelles valeurs locatives de chacune de ses différentes parties d'évaluation.

- **AFF** :

Cette donnée indique l'affectation de chaque partie d'évaluation du local à l'aide des codes suivants :

COM	Commercial	TER	Terrain
HOT	Hôtel	BAT	Bâtiment
TH	Local imposé à la taxe d'habitation		

- **SURF REELLE**

Il s'agit de la surface réelle figurant sur la déclaration déposée par le propriétaire.

- **SURF POND** :

La surface pondérée est obtenue après l'application de coefficients aux différentes parties du local.

-
- **CARACTERISTIQUES DU LOCAL-TYPE** :

Les données décrites ci-dessus décrivent les caractéristiques du local – type utilisé pour l'évaluation du local.

PRÉSENTATION DES DONNÉES

- TYPE :

Il s'agit du **type** de procès verbal utilisé pour procéder à l'évaluation.

- PV N°:

Cette donnée correspond au numéro du local – type figurant sur **le procès – verbal**.

- TARIF :

Cette donnée désigne le **tarif** en euros / m² du local - type utilisé.

- AJUST :

Cette donnée représente **l'ajustement** éventuellement pratiqué sur la valeur locative pour tenir compte **des différences significatives** existant entre le local – type et le bien à évaluer. Ces ajustements portent sur des critères définis par l'article 324 AA du CGI. Par exemple, un ajustement de 0.9 équivaut à une baisse de 10 % de la valeur locative.

ANNEXE 2 – GRILLE DE LECTURE DE LA LISTE 41 NON BÂTI

La liste 41 non bâti recense, par commune, la totalité des changements non bâtis depuis la précédente émission de la liste. Elle comporte les informations relatives à l'ensemble des parcelles qui ont fait l'objet d'une mise à jour, et décrit l'évolution de l'évaluation.

Comme pour les listes 41 bâti, l'ensemble des modifications est soumis à la CCID qui donne son avis sur les nouvelles évaluations. La CCID doit également porter à la connaissance de l'administration les changements dont elle n'aurait pas eu connaissance.

Un exemple de liste 41 non bâti est présenté ci-dessous.

DIRECTION :

LISTE 41 NB

PAGE 0001
17 12 2009

CDIF :

CHANGEMENTS AFFECTANT
LE CLASSEMENT
DES PROPRIETES NON BATIES

Date d'édition

Série tarif

COMMUNE :

MONTANT EN EUROS

-PARCELLE- IDENTIFIANT CONTENANCE	ADRESSE DE LA PARCELLE							NATURE DU CHANGT	-						
	SUF	CONTENANCE	SER TAR	NAT CULT	CL	CULT SPEC	REVENU CADASTRAL		SUF	CONTENANCE	SER TAR	NAT CULT	CL	CULT SPEC	REVENU CADASTRAL
AB 0508 0 06 52	0000	LES CHARIOTS 0 06 52	A	J	02	MARAI	13,10	DA		0 06 52	A	AB	01		80,56
AD 0439 0 13 52	0000	LES MONTES VERTS	A	J	02	MARAI	99,05	CC	J	0 06 52	A	AB	01		480,56
									K	0 06 00	A	AG	02		18,25
AE 0125 0 09 60	0000	LE VILLAGE	A	AG	02		10,25	CC		0 09 60	A	S	00		0,00
	A		A		00		0,00								
	B		A												

Identification et
contenance de la
parcelle

Adresse de la
parcelle

Subdivision
fiscale de la
parcelle

Nature de culture

Classe

Culture spéciale

Revenu
cadastral 1980

Nature du changement

Présentation des nouvelles données identique à la colonne « situation ancienne »

PRESENTATION DES DONNEES

- SUBDIVISION FISCALE DE LA PARCELLE

La subdivision fiscale correspond à une partie de la parcelle, caractérisée par une même nature de culture. Elle est représentée par une lettre dans la documentation littérale. Généralement, la parcelle est composée d'une subdivision fiscale.

- CONTENANCE

La contenance est exprimée en centiares.

- SERIE TARIF

Représentée par une lettre, elle identifie l'ensemble des tarifs d'évaluation des différentes classes de nature de culture ou de propriété afférents à une partie du territoire de la commune ou à la commune entière.

- NATURE DE CULTURE

Les natures de culture sont classées en treize groupes (décrit en page 6).

Ces groupes sont eux mêmes subdivisés en sous-groupe, ou en culture spéciale, dont voici les principaux codes utilisés :

Sous groupe	Libellé du sous groupe	Sous groupe	Libellé du sous groupe	Sous groupe	Libellé du sous groupe
AB	Terrains à bâtir	BT	Taillis simples	PC	Pacages ou pâtis
AG	Terrains d'agrément	CA	Carrières	PE	Prés d'embouche
B	Bois	CH	Chemins de fer	PH	Herbages
BF	Futaies feuillues	E	Eaux	PP	Prés, pâtures, ou herbages plantes
BM	Futaies mixtes	J	Jardins	S	Sols
BO	Oseraies	L	Landes	T	Terre
BP	Peupleraies	LB	Landes boisées	TP	Terres plantées
BR	Futaies résineuses	P	Prés	VE	Vergers
BS	Taillis sous futaies	PA	Pâtures ou pâturages	VI	Vignes

- CLASSE

La classe permet de distinguer pour chaque groupe de nature de culture le degré de fertilité du sol , la situation des propriétés et la valeur des produits.

PRESENTATION DES DONNEES

- **CULTURE SPECIALE**

La nature de culture spéciale est une nature de culture isolée du groupe ou du sous-groupe auquel elle se rattache et qui donne lieu à une classification distincte de celles des autres natures de culture du groupe ou du sous-groupe considéré.

- **REVENU CADASTRAL**

Il s'agit du revenu cadastral actualisé 1980, égal à 80% de la valeur locative 1980.

- **NATURE DU CHANGEMENT**

Cette colonne comporte la nature du changement codifié selon les principales abréviations suivantes :

ILNB	Déclaration IL
H1	Non bâti mis à jour suite à une déclaration H1 relative aux maisons d'habitation
H2	Non bâti mis à jour suite à une déclaration H1 relative aux appartements
DA	Document d'arpentage
CC	Croquis de conservation
REC	Réclamation
BRNB	Bulletin de renseignements non bâti